



**PRÉFET
DE LA REGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet d'interconnexion des réseaux d'eau potable de la commune de Gaillefontaine, du Syndicat intercommunal de Gestion des Eaux de Braye Bresle Picardie et du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de la région Forges-Est (Seine-Maritime)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR/25-089 du 2 octobre 2025 portant délégation de signature à Madame Claire GRISEZ, directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la décision en vigueur portant subdélégation de signature à Madame Sandrine PIVARD, directrice régionale adjointe de l'environnement, de l'aménagement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2026-14155 relative à l'interconnexion des réseaux d'eau potable de la commune de Gaillefontaine, du syndicat intercommunal de gestion des eaux de Braye Bresle Picardie et du syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de la région Forges-Est, reçue complète le 23 février 2026 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 23 mars 2026 ;
- vu la contribution de la direction départementale des territoires et de la mer de Seine-Maritime en date du 20 mars 2026 ;

Considérant la nature du projet qui consiste en la fiabilisation et l'interconnexion des ressources en eau potable de la commune de Gaillefontaine, du Syndicat intercommunal de Gestion des Eaux de Braye Bresle Picardie (SIGE BBP) et du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de la région Forges-Est (SIAEPA) ;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 22 « *Canalisation d'eau dont le produit du diamètre extérieur avant revêtement par la longueur est supérieur ou égal à 2 000 m²* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, rubrique pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que l'objectif du projet est de sécuriser l'approvisionnement en eau potable en quantité et en qualité ;

Considérant que trois forages sont exploités pour l'adduction en eau potable du secteur ; les forages d'Haudricourt sur la commune de Conteville (SIGE BBP), de Gaillefontaine et de Canny-sur-Thérain sur la commune de Grusmenil (SIAEPA de la région Forges-Est) ;

Considérant que les captages de Conteville et de Gaillefontaine se situent au droit de la masse d'eau souterraine « *Craie des bassins versants de l'Eaulne, Bétune, Varenne, Bresle et Yerres* » (FRHG204) présentant un bon état chimique ; que le forage de Grusmenil exploite la nappe « *Pays de Bray* » (FRHG301) présentant un état chimique médiocre ; que seule l'eau brute prélevée par le SIGE BBP a respecté de façon constante (excepté en 2004) les seuils réglementaires de qualité de l'eau destinée à la consommation humaine pour l'ensemble des paramètres physico-chimiques sur la période 2000-2024 ;

Considérant que, pour chacune des collectivités, le système d'alimentation en eau comprend un captage dans la nappe souterraine, une désinfection de l'eau produite avant stockage dans un réservoir sur tour (château d'eau) puis une distribution en gravitaire de l'eau traitée jusqu'au robinet des consommateurs ;

Considérant que les canalisations d'interconnexion :

- se situent sur des terrains soumis à un risque d'exposition faible et moyen de retrait et de gonflement des argiles ;
- interceptent des corridors à fort déplacement ainsi que des corridors calcicoles et sylvo-arborés à faible déplacement ;
- projetées sur la commune de Gaillefontaine (station de pompage, bâches), interceptent les périmètres de protection rapprochée (PPR) et éloignée (PPE) du captage de Gaillefontaine et se situent dans le périmètre de protection du monument historique « Domaine de Gaillefontaine » ;
- implantées sur le tronçon reliant les réservoirs de Gaillefontaine et de Rousseville (commune de Grusmenil) :
 - traversent la source de la Béthune et le cours d'eau « Le Thérain » ;
 - longent des zones humides ou prédisposées à la présence de zones humides, le long de la RD 135 ;
 - traversent la zone naturelle d'intérêt écologique pour la faune et la flore (Znieff) de type 2 « Pays de Bray humide et vallée de la Béthune » (n°2300000754) ;
 - sont concernés par le risque de remontée des nappes phréatiques ;

Considérant que, pour sécuriser l'approvisionnement en eau, les travaux comprendront la pose de deux conduites d'interconnexion, l'une entre les réservoirs de stockage de Conteville (SIGE BBP) et celui de la commune de Gaillefontaine, la seconde entre ce dernier et celui de la commune de Grusmenil (SIAEPA de la région Forges-Est) ainsi que la création d'une bache de reprise équipée de pompes de refoulement au pied du château d'eau de Gaillefontaine ; que les trois ouvrages de stockage seront ainsi interconnectés ;

Considérant que le projet établit 14,3 kilomètres (km) de conduites d'interconnexion ; que les canalisations seront posées sous des chemins communaux (4,78 km), en accotement de voiries communales et départementales (7,27 km) , en domaine privé et par forages dirigés sous sept routes départementales ; que le projet prévoit le creusement des tranchées, la pose des canalisations et des équipements liés, le raccordement sur les ouvrages existants, la fermeture de la tranchée, et la remise en état ;

Considérant que, selon le dossier, les zones humides longeant la RD 135 seront évitées puisque les travaux de pose des conduites se feront dans l'accotement routier opposé ;

Considérant qu'au niveau des croisements de la canalisation, la résurgence de « la Béthune » et le cours d'eau « le Thérain » sont canalisés ; que, selon le dossier, la couverture au-dessus des ouvrages semble suffisante pour que la conduite soit posée au-dessus de ces écoulements superficiels ;

Considérant que les besoins en eau potable des populations ont été extrapolés à horizon 2035, ceci en considérant les effets du changement climatique ; que, selon le dossier, les débits de prélèvements de l'eau brute et les réserves de capacités actuelles seront suffisants pour répondre à la demande ; que la pression de prélèvement sur les ressources en eau ne sera pas augmentée ;

Considérant que, pour respecter les exigences de potabilité des eaux, la solution technico-économique retenue est la construction de deux bâches de mélange, d'une capacité de 400 m³ chacune, au pied des réservoirs de Gaillefontaine et de Grumesnil ; que, selon le dossier, la dilution des eaux du forage d'Haudricourt, de bonne qualité, avec celle des forages de Canny-sur-Thérain et de Gaillefontaine permettrait, à horizon 2035, de respecter les exigences de potabilité des eaux distribuées sur le secteur pour les teneurs en pesticides ;

Considérant que les interventions dans le PPR du captage d'eau de Gaillefontaine ont donné lieu à l'avis d'un hydrogéologue agréé ; que les préconisations formulées (excavation des terres polluées, pompage en fond de fouilles) devraient permettre d'éviter toute pollution de la ressource et des zones humides ;

Considérant que le projet permettra de disposer, à court terme, d'un secours immédiatement disponible en cas de défaillance de l'un des captages et de distribuer une eau respectant les exigences réglementaires de potabilité ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er} :

Le projet d'interconnexion des ressources en eau potable de la commune de Gaillefontaine, du Syndicat intercommunal de Gestion des Eaux de Braye Bresle Picardie (SIGE BBP) et du Syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable de la région Forges-Est (SIAEPA) (76) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

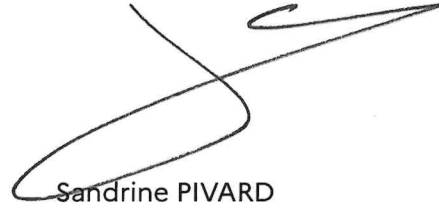
Article 3 :

La présente décision sera publiée sur le portail de l'évaluation environnementale :

<https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>

Fait à Rouen, le **26 MARS 2026**

Pour le préfet de la région Normandie et par délégations,
La directrice régionale adjointe de l'environnement,
de l'aménagement et du logement



Sandrine PIVARD

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

Madame la ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr